

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 25

Annonce No 21-93436

Services

---

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville de Besançon.

Correspondant : Mme VIGNOT Anne, Maire, direction petite enfance 25034 Besançon Cedex, tél. : 03-81-61-50-50, télécopieur : 03-81-61-50-99, courriel : besancon@besancon.fr adresse internet : <http://www.besancon.fr>.

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>.

*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.

**Objet du marché : prestations de réinsertion professionnelle en faveur des demandeurs d'emploi du Grand Besançon par la fourniture de couches, surchausses et charlottes lavables et l'entretien des couches lavables des Etablissements d'accueil du Jeune Enfant (Eaje) de la Ville de Besançon.**

*Catégorie de services* : 27.

*CPV - Objet principal* : 75231240.

*Lieu d'exécution* : besançon.

*Code NUTS* : FRC21.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Accord-cadre avec un seul opérateur.

Durée de l'accord-cadre : 12 mois.

*Caractéristiques principales* :

Les prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi concernent la fourniture de couches, surchausses et charlottes lavables et l'entretien des couches lavables dans les Etablissements d'accueil du Jeune Enfant (Eaje) de la Ville de Besançon

*Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)* : l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois. Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à trois. La durée de chaque période de reconduction est fixé à 12 mois.

Le montant maximum des prestations pour la durée de l'accord-cadre est le suivant :

Période 1 : 32 000,00 euros ht

Période 2 : 37 000,00 euros ht

Période 3 : 43 000,00 euros ht

Période 4 : 48 000,00 euros (H.T.).

*Refus des variantes.*

Prestations divisées en lots : non.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : prestations réglées par des prix unitaires.

Délai global de paiement des prestations de 30 jours. Modalités de financement des

Prestations : ressources propres.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Conditions de participation :*

*Situation juridique - références requises :* déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

*Référence professionnelle et capacité technique - références requises :* une présentation de la structure avec le descriptif des moyens humains et matériels

Une liste des principales prestations réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Tout document permettant d'attester de la capacité à réaliser les prestations d'insertion et notamment l'attestation de conventionnement de la structure par un conseil départemental de l'insertion par l'activité économique ou tout organisme équivalent.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- la pertinence de la démarche d'insertion professionnelle : 50 %;
- le coût du dispositif d'insertion sociale et professionnelle : 50 %.

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 17 août 2021, à 12 heures.

*Délai minimum de validité des offres :* 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Renseignements complémentaires :* conditions de remise des offres :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr). Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de consultation.

La candidature peut être présentée soit sous la forme des formulaires Dc1 et Dc2 (disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume).

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

*Date d'envoi du présent avis à la publication :* 6 juillet 2021.

*Instance chargée des procédures de recours :* Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles Nodier 25044 Besançon Cedex, tél. : 03-81-82-60-00, courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr) adresse internet : <http://besancon.tribunal-administratif.fr>.

*Organe chargé des procédures de médiation :* Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends 10 rue du Préfet Claude Erignac 54038 Nancy, tél. : 03-83-34-25-65.

*Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :* référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du C.J.A. Pour les pouvoirs adjudicateurs et art. L. 551-5 et suivants pour les entités adjudicatrices) ; - référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du C.J.A.) ; - recours en contestation de validité du contrat (jurisprudence " Tarn-Et-Garonne ", qui peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées).

*Mots descripteurs :* Prestations de services